

Allemagne: corruption dans la fusion Mannesmann-Vodafone

En 2000, le géant britannique Vodafone avale son concurrent allemand Mannesmann. Une méga-fusion qui, pour la justice, ne s'est pas faite dans les règles de l'art. Six protagonistes de cette fusion sont aujourd'hui sur le banc des accusés. Le procès s'ouvre ce mercredi 21 janvier.

Rappel des faits. La fusion entre ces deux opérateurs a généré de très importantes luttes de pouvoir entre Mannesmann, Vodafone mais aussi Vivendi. Finalement, le 4 février 2000, l'OPA du britannique sur l'allemand est acceptée. **Protocoles falsifiés** C'est à ce moment que se met en route « une pompe » à financement occulte. Une commission du conseil de surveillance attribue deux versements dans des conditions jugées troubles par le parquet. Ce dernier fait état de protocoles antidatés, voire falsifiés. 32 millions de marks ont été versés à Klaus Esser (ex-président du directoire de Mannesmann), 6 millions à Joachim Funk (président du conseil de surveillance) et une vingtaine de millions pour 14 autres dirigeants de l'entreprise. Klaus Esser recevra par ailleurs une indemnité de licenciement de 29,8 millions de marks plus un forfait de 4 millions pour racheter son droit à une secrétaire et une voiture avec chauffeur à vie... Le parquet allemand estime que Klaus Esser et Joachim Funk se sont indûment enrichis. Quatre autres personnes dont Klaus Zwickel, membre de l'autorité de surveillance, sont accusés de complicité pour avoir avaliser ces sommes. Les six accusés risquent en théorie jusqu'à dix ans de prison. Ils contestent les poursuites du parquet en expliquant que les montants distribués correspondent à des « *pratiques courantes* ».